



EN MOUVEMENT

LE JOURNAL DES JEUNES SOCIALISTES DE LA CREUSE

3 EUROS

OCTOBRE 2009

Edito

Chers camarades,

Le mouvement des jeunes socialistes est en congrès, et c'est un moment important pour notre organisation. Ce congrès intervient dans un contexte de crises, et ce alors même que nos aînés rencontrent des difficultés internes, ce qui les rend difficilement audibles, tant en terme d'opposition que de propositions.

Notre congrès est l'occasion d'envoyer un signal fort à notre famille politique : réinvestissons l'ensemble des sujets, soyons innovants, réussissons l'union de la jeune gauche, concrétisons la rénovation de nos statuts, et surtout, sachons nous réunir à l'issue des débats et dépassons rapidement les clivages que cette période exacerbe.

C'est notre responsabilité de nous réunir sitôt nos débats achevés et nos équipes renouvelées, de nous remettre au travail auprès de nos concitoyens, car dans quelques mois, débutera la campagne des régionales, et ce scrutin revêt une importance double : il s'agit à la fois de convaincre les limousins que le travail effectué par notre majorité régionale sortante mérite d'être poursuivi et amplifié, mais également de démontrer, deux ans avant 2012, à l'ensemble de nos concitoyens que les socialistes savent proposer, construire, gérer des collectivités avec audace et sérieux.

Cette campagne des régionales, le MJS la fera avec d'autant plus de plaisir que nous avons été consultés par Jean Paul Denanot à qui nous avons pu soumettre des propositions élaborées par les militants en assemblée générale sur une large palette de sujets : éducation, logement, transport, santé, loisirs&citoyenneté, agriculture... Comme nous le répétons souvent au MJS, associer dès maintenant les jeunes aux prises de décisions qu'ils auront à assumer dans quelques dizaines d'années quand ils seront à leur tour aux responsabilités est une marque de sagesse, et nous l'apprécions à sa juste valeur.

Par ailleurs, cet édito est le dernier que je rédige en tant qu'animateur fédéral du MJS. Depuis 2005, je consacre une bonne partie de mon temps personnel au militantisme local, avec une petite pause en 2008 pour cause de participation aux instances nationales, et je dois dire que je ne suis pas peu fier du travail accompli depuis la recréation de notre fédération ! Du petit groupe de départ, avec Marie, Etienne, Raphaëlle, Benjamin, Alexis, nous avons su grandir jusqu'à devenir, chiffres à l'appui, la fédération la plus efficace de notre organisation. Cette réussite, je ne me l'attribue pas, c'est celle de tous les jeunes socialistes creusois ! Merci à vous ! Je sais que je laisse le MJS entre les mains d'un groupe responsable, qui saura passer outre les désaccords passagers pour porter plus haut notre parole, et faire plus encore pour la famille socialiste !

Cédric Chenot

Contact Guéret

Benjamin Bodeau
06 79 20 92 65

Contact La Souterraine

Etienne Lejeune
06 74 03 94 51

Contact Bourgneuf

Ibrahim Ozdemir
06 85 57 25 83

Contact Aubusson

Florian Tournade
06 86 68 13 55

mjscreuse@gmail.com

RETROUVEZ NOUS SUR WWW.MJS23.COM

PAROLES= LES MILITANTS S'EXPRIMENT

Charcutage électoral, les vraies raisons :

Le MJS soutient Michel Moine dans sa décision d'engager un recours au conseil d'état contre la suppression de la seconde circonscription de la Creuse. C'est aujourd'hui l'occasion pour nous de faire le point sur certains faits qui semblent jusqu'ici avoir été oubliés.

Il est en effet devenu insupportable de voir certains élus UMP hurler à la manipulation socialiste alors qu'ils ont voté la réforme constitutionnelle ouvrant le processus de redécoupage électoral en juillet 2008, que ce nouveau découpage a été opéré par M. Marleix, secrétaire d'état UMP, et qu'il obligera désormais la gauche à totaliser plus de 51% des voix pour obtenir la majorité à l'assemblée.

De plus, comme le faisait remarquer Georges Sarre dernièrement, le redécoupage électoral est d'autant plus cruel pour les territoires ruraux qu'il doit intégrer la création de 11 circonscriptions réservées aux « français de l'étranger ». Ce point mérite que l'on s'y attarde un minimum: accepter que des parlementaires n'aient pas de contacts avec les citoyens qu'ils sont censés représenter ne correspond pas à l'idée que nous nous faisons des élus de la république. Pire, il s'agit entre autre de réserver un parlementaire aux exilés de Suisse et du Lichtenstein (6eme circonscription des français de l'étranger) qui, pour un certain nombre, se révèlent être des exilés fiscaux...

La suppression de la seconde circonscription de la Creuse n'est donc pas un accident de parcours pour la majorité présidentielle, mais correspond bien à un choix symbolique, dans la droite ligne de l'action du gouvernement: entre la solidarité nationale et le grand pardon aux mauvais payeurs, il a choisi; nous en payons les frais, une fois de plus.

Cédric Chenot

Monarchie républicaine, version 2009

« Désormais, ce qui compte en France pour réussir, ce n'est plus d'être bien né, c'est d'avoir travaillé dur et d'avoir fait la preuve par ses études de sa valeur »

C'est par ses mots que le président de la république a introduit sa réforme du lycée mardi dernier. On aurait pu s'en réjouir si le contexte n'avait pas été celui de la "nomination élective" de son fils à la tête de l'Epad (établissement public d'aménagement de la défense) à 23 ans seulement, une première année de License de droit pour tout bagage...

Le Mouvement des Jeunes Socialistes de la Creuse prend acte de la décision du président de faire des exceptions familiales au principe d'égalité républicaine, mais le met en garde: le malaise palpable dans la jeunesse, la peur face à l'avenir ne sauraient être atténués par des annonces immédiatement contredites par des actes de favoritisme avérés.

La République française n'est ni une monarchie, ni une république bananière: nous considérons que les politiques doivent être exemplaires, et ne faire en aucun cas des origines familiales un quelconque avantage dans l'accession à une quelconque responsabilité, qu'elle soit professionnelle ou politique. C'est d'ailleurs en substance ce que disait le candidat Sarkozy en 2007 : *« je veux que les nominations soient irréprochables »*... Chiche ?

Benjamin Bodeau

RETROUVEZ NOUS SUR WWW.MJS23.COM

PAROLES= LES MILITANTS S'EXPRIMENT

Non à la privatisation de la Poste !

Après le vote citoyen du 3 octobre, le MJS tenait à saluer la formidable implication des votants qui sont allés voter ce jour-ci! Avec plus de 2 millions de personnes ayant pris part à cet acte responsable, on a pu enfin dire NON au gouvernement avec plus de 90% de voix.

Nous, jeunes socialistes, sommes donc très fiers d'un tel résultat se situant au-delà de nos attentes avec la belle mobilisation de nos concitoyens de tous âges. Maintenant, nous souhaitons que cela se traduise de manière concrète par la mise en place d'un véritable référendum sur lequel on légitimera ce refus de privatiser la poste et plus globalement la garantie de nos services publics si importants au bon déroulement de notre société. Alors ne nous démobilisons pas et continuons ce combat de chaque instant! Le MJS remercie les personnes ayant pris l'engagement d'aller voter et salue l'attachement de la population française à SON service public! Merci à vous tous!

Sylvain Salskouski

Division à gauche ? Elimination à droite !

Quand on parle de la famille socialiste dans la presse, c'est toujours pour nous rappeler que c'est un parti en décomposition, où les guerres de courants font rage, où la démocratie n'existe pas, où la guerre des chefs divise ... mais qu'en est-il du parti du président de la République ?

Ce qui choque à première vue, c'est le manque de démocratie interne. L'UMP à une tête (dont le portrait est affiché en grand dans le siège de l'UMP rappelant un peu une sorte de culte de la personnalité), et tous ceux qui ne sont pas d'accord sont marginalisés. Pourquoi alors parler du PS comme d'un parti sans démocratie interne quand on voit un parti présidentiel où la démocratie interne n'a pas de place ?

De la même manière, après la consultation de Martine Aubry, la presse a pointé du doigt le fait que les socialistes aient besoins entre eux d'organes pour assurer la transparence, une sorte de tribunal chargé de faire respecter les statuts. Mais encore une fois si on regarde l'UMP on s'aperçoit que ce genre d'organe n'existe pas, ce qui fait que quand il y a un souci il n'y a aucune transparence dans le parti du président...

Enfin concernant les guerres des chefs, il est vrai que cela nuit au PS, mais cette guerre des chefs socialiste n'est rien comparée à celle qui fait rage à droite et où l'on sort des cadres du parti et des déclarations devant la presse... à droite c'est devant les tribunaux que l'on règle ses comptes. Sarkozy s'assure de ne pas avoir d'opposition au sein de l'UMP en tentant de mettre hors circuit Villepin, et Pasqua dénonce publiquement Chirac au sujet des emplois fictifs...

On s'aperçoit donc que notre famille, même si elle n'est pas modèle, est quand même loin du bazar de l'UMP. Donc la prochaine fois qu'un s'entendra dire que le PS est un parti non démocratique et d'écuries présidentielles, il nous suffira de dire aux gens de regarder ce qui se passe ailleurs...

Etienne Lejeune

RETROUVEZ NOUS SUR WWW.MJS23.COM

LES EXPULSIONS VERS LES PAYS EN GUERRE, UN PAS DE PLUS VERS LA NÉGATION DES DROITS DE L'HOMME

Le mardi 20 octobre, trois jeunes afghans de 18, 19 et 22 ans, en situation irrégulière, ont été reconduits à la frontière, en charter.

Le ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, Éric Besson, avait alors affirmé que ces trois personnes, parce qu'il s'agit avant tout de personnes (certains ont semble-t-il tendance à l'oublier...), ne couraient aucun risque une fois rapatriés dans leur pays d'origine. Malgré les protestations des associations et partis de gauche, pour empêcher la reconduite à la frontière, notamment à l'aéroport de Lille, où le fameux « avion de la honte » a fait escale, les trois Afghans en situation irrégulière ont été renvoyés dans un pays, dont la sécurité laisse actuellement à désirer.

NON aux CHARTERS de la HONTE



Association SALAM

aussi l'idée de solidarité, qui avait pourtant su guider une partie de la population française, celle qui doit désormais rendre des comptes à la justice, pour avoir aidé des personnes en situation irrégulière, et ainsi commis un délit de solidarité...

Raphaëlle Lépineux

Mais le gouvernement afghan, lui, ne l'entend pas de cette oreille. En effet, « l'un vient de la province de Paktia, l'autre de Baghlan, le dernier de Parwan », a détaillé le général Mohammad Omar Ayar, vice-ministre aux réfugiés et au rapatriement. Vivant dans des provinces malheureusement sujettes au terrorisme, à la guerre, et en aucun cas sécurisées, les trois Afghans ne pouvaient rentrer chez eux, sous peine de représailles, pouvant aller jusqu'à la mort.

Pire, actuellement, plus aucune information de ces trois personnes n'est disponible : en effet, si l'opinion publique s'est émue quelques jours de cette affaire, la rapidité du temps médiatique a su effacer cette histoire, pour être remplacée par une autre. Mais qui peut aujourd'hui s'assurer de la bonne santé de ces trois Afghans ? Qui sait si des représailles n'ont pas été exercées sur eux-mêmes ou sur un membre de leur famille ?

Face à une prise de décision aussi radicale que celle-ci, le MJS ne peut que s'émouvoir, et surtout s'insurger contre un gouvernement qui ose bafouer de la sorte le principe même des droits de l'homme et du citoyen, mais

RETROUVEZ NOUS SUR WWW.MJS23.COM

SÉCURITÉ À L'ÉCOLE, POSONS LES BONNES QUESTIONS

Le vendredi 15 mai 2009, une enseignante du collège de Fenouillet en Haute-Garonne a été agressée par un élève de 13 ans au sein de son établissement. A la suite de ces événements, le ministre de l'éducation nationale, monsieur Darcos, a fait part de son souhait d'instaurer de nouvelles mesures de sécurité à l'école.

En plus du traditionnel couplet sur la passivité des personnels, ainsi que sur le manque d'autorité des parents, le ministère a annoncé la mise à l'étude de dispositifs répressifs pour contrer l'augmentation de la violence au sein des établissements scolaires : installation de portiques de détection d'armes devant les établissements, fouilles, sanctions financières contre les parents afin de les « rappeler à leur devoir », mise en place d'une « force mobile d'intervention » pouvant compter aussi bien des forces de l'ordre que des individus de la société civile et renforcement du pouvoir des personnels (enseignant ou non) de l'établissement. Nous sommes, nous socialistes, dans l'obligation de dénoncer les risques liés à de telles mesures, tant ces dispositifs peuvent être détournés de leur mission initiale.

En proposant d'autoriser les fouilles, le ministre accepte de stigmatiser au sein des établissements certains élèves. En accordant plus de pouvoir aux personnels sans pour autant en définir clairement les frontières, il laisse l'équipe éducative encore plus désarmée qu'aujourd'hui. En créant des forces d'intervention, il assume le fait de faire quitter sa mission exclusivement éducative à l'école, et accepte le risque de violences contre l'enfant, qu'elles soient physiques ou morales, du fait de l'embauche de personnel non qualifié. Enfin, il se dédouane de toute responsabilité et assaille les parents en les menaçant de les faire payer, cherchant ainsi à leur faire endosser l'entière responsabilité de tous les faits et gestes de leurs enfants.

Il est plus que jamais nécessaire de créer des classes à plus petits effectifs, de recruter massivement des enseignants, afin d'assurer un meilleur suivi et accompagnement des élèves. La réintroduction de la carte scolaire, et son redécoupage afin de permettre la création d'une réelle mixité sociale au sein des établissements scolaires et d'en finir avec cette forme de ghettoïsation de certaines zones d'éducation semble, elle aussi, indispensable.

Néanmoins, endiguer la violence nécessite, au-delà de la lutte contre les origines sociales des malaises de notre société, d'avoir recours à un dispositif préventif d'une part, et répressif d'autre part : il nous faut donc à la fois rétablir la confiance entre les individus et l'éducation, ce qui peut passer par le renforcement de l'apprentissage de l'éducation civique, et à la fois réfléchir à des sanctions suffisamment dissuasives pour l'élève, sans toutefois tomber dans l'excès.

Sylvain Salskouski et Cédric Chenot (résolution présentée au Conseil National du MJS)

Pour approfondir le sujet :

<http://www.snes.edu> et <http://www.se-unsa.org>; les sites des syndicats d'enseignants

RETROUVEZ NOUS SUR WWW.MJS23.COM

COMPTE-RENDU = LES ACTIVITÉS DE LA FÉDÉ

Retour sur l'université d'été de La Rochelle :

→ Le Mouvement des Jeunes Socialistes tenait cette année encore son université d'été en parallèle de celle du Parti Socialiste, le dernier week-end d'août. Pour la Creuse, ce n'est pas moins de 10 camarades qui ont fait le déplacement, et participé activement aux débats, tables rondes et autres ateliers. Education, santé, féminisme, médias, modes de militantisme, union de la gauche, les discussions ont été particulièrement enrichissantes pour les participants, et inspirantes pour l'année de travail local qui s'ouvre !

Drogues, le groupe de Guéret ouvre les débats :



→ Le groupe de Guéret a lancé à la rentrée un cycle de café-débats afin de s'ouvrir à la société et d'être plus à l'écoute de la jeunesse. Premier thème abordé, les politiques face aux drogues, et particulièrement le cannabis. C'est ainsi que le 12 septembre, 25 jeunes guéretois, pour la plupart non adhérents du MJS, se sont retrouvés au Barry Lindon pour échanger sur les méthodes de prévention, la politique du tout répressif, et débattre de l'opportunité de dépénaliser, voir de légaliser le cannabis, comme cela a pu se faire chez certains de nos voisins européens. L'ensemble des participants est reparti heureux de ce nouvel espace de débat à Guéret, et impatient de se retrouver pour de nouveaux échanges.

Prochain thème, « les stages, éléments essentiels de la formation professionnelle ou esclavage moderne ? »

Etat des lieux du MJS Creusois :

Le Mouvement des Jeunes Socialistes de la Creuse se réorganise en 4 groupes territoriaux, afin de gagner en efficacité et en réactivité : Guéret, Aubusson, La Souterraine et Bourgueuf. Si avec 50 militants à jour de cotisation, la fédération de la Creuse est, de loin, la plus performante de l'organisation, nous pensons néanmoins pouvoir continuer à grandir, et ce nouveau découpage en groupes, associée à des méthodes de militantisme innovantes, devrait nous aider à atteindre cet objectif.

SOUTENEZ LE MJS, AIDEZ LE À SE FINANCER DEVENEZ MEMBRE ASSOCIÉ (SANS LIMITE D'ÂGE)

Nom : Téléphone :
Prénom : Mail :
Adresse :

- Je souhaite m'abonner au journal des jeunes socialistes creusois, et je joins la somme de 12 € (4 numéros par an)
- Je soutiens l'action du MJS en versant la somme de €

Bon de souscription à renvoyer à l'adresse suivante :
MJS Creuse, 64 Avenue Louis Laroche 23000 Guéret

RETROUVEZ NOUS SUR WWW.MJS23.COM